

Le 7 juin, ne pas gaspiller son vote (2eme partie)

2.- Démasquer Bayrou et le MoDem qui ne sont que des roues de secours des classes dirigeantes

Il existe des électeurs sincères qui croient en François Bayrou et auxquels il faut dire la vérité. Leur poids n'est pas négligeable puisque les sondages donnent à sa liste pour les élections européennes de 10% à 14%, contre un résultat de 12% aux élections de 2004 et 18,5% aux présidentielles de 2007. Voter MoDem n'est pas un acte de rébellion contre Sarkozy et encore moins contre le système capitaliste. Bayrou, lors de la dernière présidentielle de 2007, avait pourtant réussi à capter un nombre significatif de voix qui croyaient précisément voter contre le système. C'est un leurre, un attrape-nigaud. Son dernier livre, par exemple, ne contient que des attaques personnelles contre Sarkozy. Certes Sarkozy est un personnage répugnant. Mais c'est Sarkozy et le système qu'il faut combattre ! Sarkozy n'est que le produit et un agent du système. Bayrou est contre Sarkozy, mais il est pour le système, il ne veut simplement que prendre la place sans rien changer au système. C'est comme Joffrin dans le journal Libération, le journal des Rothschild, qui veut une grande coalition anti-Sarkozy pour préserver le système et favoriser Bayrou par alliance avec le PS ! Bayrou est un conservateur de droite ; le MoDem est un parti européiste, libéral, libre-échangiste, atlantiste... Dans son programme de 2007, il dénigrerait l'impôt sur la fortune au prétexte qu'« *une nation qui accepte l'exil de ses citoyens les plus riches accepte de s'appauvrir* » ! Bayrou a fait toute sa carrière dans les cabinets et les gouvernements de droite. Le groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux, qui héberge les eurodéputés du MoDem au Parlement européen, vote sans aucun problème les directives ultralibérales proposées par la Commission de Bruxelles. Il a toujours soutenu les traités européens... C'était hier un fanatique du traité constitutionnel européen, c'est aujourd'hui encore un fanatique du traité de Lisbonne. Dans son dernier livre, Bayrou veut une France gouvernée par « *les meilleurs* », quelles que soient leurs options politiques. Il surfe sur le « *ni droite ni gauche* ». Mais partout où s'affrontent des choix de droite ou de gauche – au Parlement européen, dans les collectivités territoriales, à l'Assemblée nationale et au Sénat – le MoDem ne se trompe que rarement : il vote à droite ! Bayrou se positionne comme le premier opposant à Sarkozy. Mais pour lui les européennes ne sont que l'antichambre des présidentielles. Il ne pense qu'à cela. Il n'est pas centriste, il est « *égocentrisme* » ! Bayrou ne peut se faire élire que par des voix de gauche en plumant le PS. C'est pourquoi il joue sur l'ambiguïté du discours « *ni droite ni gauche* ». Raison de plus pour « *réidentifier* » la gauche, comme le propose le M'PEP. Bayrou est porté par les grands médias. Cette seule réalité suffit à le disqualifier, car les grands médias ne « *fabriquent* » que les personnages qui servent le système.

Les « 12 engagements européens » de Bayrou et du MoDem : difficile de faire mieux en matière d'hypocrisie et de double langage. Quelques exemples :

Engagement 1 : « *Nous proposons une réponse coordonnée de l'Union européenne à la crise, avec un grand emprunt européen de 3 % du PIB. Nous proposons que les grandes politiques de lutte contre la crise, par exemple le plan automobile, fassent l'objet d'une démarche concertée et coopérative des États de l'Union, en tout cas de la zone euro.* » Mensonge ! Les traités européens interdisent à l'Union européenne d'emprunter. Quant à l'industrie automobile, l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est européen avait pour but d'organiser sa délocalisation dans ces pays ! Et tout cela a été soutenu par Bayrou et le MoDem !

Engagement 2 : « *Ceux qui ont voulu limiter l'union de l'Europe à un marché ont trahi l'idéal européen. L'Europe ne peut pas se résumer à la défense de la concurrence en tous domaines et sur tous sujets. Pour nous, démocrates français et européens, l'exigence sociale, civique et écologique doit servir de point de repère.* » Hypocrisie ! L'origine de l'Union européenne est le « *Marché commun* ». Dès le départ il s'agissait d'organiser la compétition entre les travailleurs et les pays. Tous les traités européens, depuis le traité de Rome en 1957, jusqu'au traité de Lisbonne en 2008, sont fondés sur le principe de la « *concurrence libre et parfaite* » qui surplombe tout le reste. Et Bayrou et le MoDem y sont favorables !

Engagement 3 : « *Nous demandons l'équité : pour les pays développés, les produits qui entrent en Europe doivent être soumis aux mêmes règles que ceux que nous fabriquons. Nous devons aider les pays les plus pauvres à appliquer progressivement ces mêmes règles.* » Tromperie ! Bayrou et le MoDem sont-ils désormais favorables au protectionnisme ? Mais les traités, et notamment le traité de Lisbonne soutenu par Bayrou et le MoDem interdisent le protectionnisme !

Engagement 5 : « *Nous proposons que soit mis en place une harmonisation fiscale qui permette une coopération et non pas des politiques de dumping fiscal qui visent à délocaliser les entreprises des uns pour les installer chez les autres.* » Manipulation ! La concurrence est la base du système européen. Les délocalisations font partie de la politique de Bruxelles dont le mot d'ordre est : « *travailleurs de tous les pays : concurrencez-vous !* ».

Monsieur Bayrou est un opposant d'opérette !

3.- Le Parti socialiste reste totalement noyé dans l'eurolibéralisme

C'est à Toulouse, le 24 avril, que Martine Aubry, la première secrétaire du PS, a tenu son premier discours de campagne. On peut en faire les cinq observations suivantes :

Une écrasante domination du thème anti-sarkozyste dans l'argumentation du PS. Certes, il faut faire de cette élection européenne une sorte de référendum anti-Sarkozy, d'autant que le président de la République la présente lui-même comme un plébiscite sur sa personne. Mais il faut aussi parler d'Union européenne et d'Europe ! C'est parce que le PS est d'accord sur le fond (traité de Lisbonne) avec les autres partis pro-système (UMP, MoDem et liste Europe Ecologie), qu'il préfère accentuer sa critique de Sarkozy au point d'en oublier la nature de l'élection à venir...

Une ambiguïté savamment entretenue sur les rapports entre le PS et le MoDem de François Bayrou. François Hollande, ancien premier secrétaire du PS, dans L'Express (16 avril 2009), se propose de « *clarifier les convergences et les divergences* » avec le MoDem. François Rebsamen de son côté, sénateur maire PS de Dijon et proche de Ségolène Royal, est favorable à un « *dialogue* » avec le MoDem autour d'un « *programme partagé* » en vue de 2012

(Le Figaro, 4 mai 2009). Quant à Laurent Fabius, il juge Bayou « *très timide* » en matière économique et sociale (Le Figaro, 4 mai 2009), alors que Bayrou est un libéral pur sucre ! La voie ouverte par Michel Rocard (Le Monde, 14 avril 2007), avant le premier tour de la présidentielle, semble s'être élargie puisqu'il plaiderait à l'époque pour une « *alliance sincère et constructive* » entre Mme Royal et M. Bayrou, puisque, selon lui, « *rien d'essentiel ne sépare plus en France les sociaux-démocrates et les démocrates sociaux, c'est-à-dire les socialistes et les centristes* ». aux municipales de 2008, dans quelques grandes villes, des alliances entre le PS et le MoDem s'étaient nouées (parfois même avec le PCF !), notamment à Dijon, Grenoble et Lille (au deuxième tour). Devant cette avalanche de politique politicienne, Martine Aubry se tait. Elle devrait pourtant rappeler le texte voté par le PS le soir de son élection comme première secrétaire du PS, qui disait : « *Notre stratégie est celle du rassemblement de la gauche [...] nous refusons toute alliance avec le MoDem, qui prône aujourd'hui une politique économique et sociale qui se situe aux antipodes de nos orientations* ». Elle devrait donc rappeler clairement qu'aucun dialogue n'est à envisager avec François Bayrou qui est quelqu'un faisant partie du dispositif des classes dirigeantes et qui doit être combattu. Le seul fait que le PS considère Bayrou comme un opposant de Sarkozy (ce qu'il est mais pour prendre la place, pas pour changer le système) conforte Bayrou dans son statut. Martine Aubry laisse donc croire que l'on peut réorganiser la vie politique autour du centre. C'est le signe de l'échec du social-libéralisme du PS et de son refus de revenir à gauche. Cette stratégie éventuelle du PS est parfaitement illusoire, car Bayrou ne veut pas d'alliance qui lui lierait les mains. Son seul objectif est d'être présent au deuxième tour de la présidentielle de 2012 face à Sarkozy et de créer une situation pour qu'une partie significative de l'électorat de gauche vote pour lui. Mais pour que ce schéma fonctionne, Bayrou a besoin de maintenir le PS dans une opposition molle et sur des bases social-libérale. Si le PS adoptait une politique de gauche, le mythe Bayrou s'effondrerait. D'ailleurs, Bayrou le dit lui-même : « *Je récusé tout alignement. Je ne ferai pas de programme commun ni d'accord d'appareil* » (Paris Match, 7 mai 2009).

Des génuflexions devant l'unité des socialistes européens. Il n'y a vraiment pas de quoi, car les socialistes européens n'ont même pas le même candidat à la présidence de la Commission, certains partis socialistes ou social-démocrates soutenant Monsieur Barroso ! Martine Aubry a mis en avant le « *programme commun* » du PSE pour « *changer le cours de l'Europe* ». Mais comment est-il possible de « *changer le cours de l'Europe* » lorsqu'on est d'accord avec le traité de Lisbonne ?

L'illusion de pouvoir « changer l'Europe » à partir du Parlement européen. Selon le PS, « *Pour changer l'Europe, il faut une majorité de gauche au Parlement européen* » (L'Humanité, 27 avril 2009). Au meeting de Toulouse il a même été affirmé qu'« une victoire de la gauche au Parlement européen le 7 juin permettrait donc, dans les 100 premiers jours de la législature, la mise en œuvre de 7 mesures pour lutter contre la récession et le chômage de masse et afin de préserver la cohésion sociale. » Ainsi dans la déclaration adoptée à Toulouse à propos des enjeux des élections européennes on peut lire l'ahurissante analyse suivante : « *L'Union européenne doit changer de cap sans plus attendre. C'est la raison pour laquelle nous demandons instamment aux citoyens européens de voter lors des élections européennes du 4 au 7 juin. Si vous ne votez pas, d'autres prendront les décisions à votre place. [...] Au Parlement européen, le PPE et la droite ont eu leur majorité. Nous voyons bien ce qu'ils en ont fait. C'est pourquoi notre objectif est de devenir le premier groupe au Parlement européen afin d'amener les changements fondamentaux dont l'Europe a si urgemment besoin. [...] Les élections européennes du 4 au 7 juin seront l'occasion pour les citoyens d'Europe d'exercer leur droit démocratique afin de déterminer quel sera le cours futur de l'Union européenne.* » Incroyable ! Croient-ils eux-mêmes à ces assertions ? Car pour changer l'Europe il faut changer les traités (on ne peut pas changer l'Europe avec les traités actuels) ; or le Parlement européen est obligé d'agir dans le cadre des traités sans pouvoir les changer. C'est une véritable tromperie des citoyens : le Parlement européen ne peut pas changer le cours de l'Union européenne.

Le maintien du cap sur le traité de Lisbonne. Les socialistes français disposent de plusieurs textes fondamentaux pour la campagne des élections européennes : Le Manifeste du PSE (*Le Manifesto*) adopté le 1er décembre 2008 par les leaders des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes d'Europe. Un texte intitulé « *Donner une nouvelle direction à l'Europe* » adopté le 12 mars 2009 par les militants socialistes français pour « enrichir le manifeste européen, avec nos spécificités, notre approche des problèmes mais aussi certaines de nos réponses ». Une déclaration commune intitulée « *100 jours pour changer l'Europe : les premières mesures proposées par le PSE* » adoptée à Toulouse le vendredi 24 avril, affichant 7 priorités. Les lieux communs, niaiseries et autres hypocrisies pourraient remplir un annuaire dont quelques morceaux de choix peuvent être cités : « *Une directive sacralisant les services publics* ». Mais le PS soutient le traité de Lisbonne dont l'objectif est de pulvériser les services publics ! « *Ce n'est pas l'économie sociale de marché qui a échoué, mais le capitalisme qui a oublié le social* » (Frantz Müntefering, président du SPD allemand). Ah bon ? Le capitalisme, un jour, avait intégré « le social » ? « *Cette crise n'est pas une fatalité : elle est la conséquence, de la cupidité et de l'irresponsabilité, et des excès des marchés financiers, ce qui nécessite une nouvelle réglementation.* » Et les politiques néolibérales mises en œuvre depuis une trentaine d'années, relayées avec zèle par l'Union européenne avec le soutien des partis socialistes et sociaux-démocrates, elles n'y sont pour rien, dans la crise ?

« *Nous croyons à une économie sociale de marché qui permette à tous de mieux saisir les opportunités offertes par la mondialisation* » ; « *Les fonds spéculatifs doivent être contrôlés et régulés plus efficacement.* » (Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti socialiste européen). Mais c'est interdit par le traité de Lisbonne !

Au total, il est nécessaire de sanctionner le PS en ne votant pas pour ses listes. C'est d'autant plus simple que ce parti ne peut invoquer le « vote utile » en sa faveur lors de cette élection, puisqu'elle ne comporte qu'un seul tour.

(à suivre la semaine prochaine)